

**Avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité
environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine relatif à la
modification simplifiée n°7 du plan local d'urbanisme (PLU) de
Coutras (33)**

N° MRAe 2022ACNA18

dossier KPPAC-2022-n°13237

**Avis conforme rendu
en application du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable »

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 relatif à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 2 juin 2021 et du 23 novembre 2021 et du 16 juin 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu la décision du 1^{er} septembre 2022 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 104-33 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu le dossier fourni par la personne publique responsable enregistré sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposé par la communauté d'agglomération du Libournais, reçu le 6 octobre 2022 relatif à la modification simplifiée n°7 du plan local d'urbanisme de Coutras, en application des articles R.104-33 deuxième aliéna à R.104-35 du Code de l'urbanisme ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé en date du 11 octobre 2022 ;

Considérant que la commune de Coutras, 8 602 habitants en 2018 (source INSEE) sur un territoire de 33,69 km², couvert par un plan climat énergie territorial (PCET) depuis 2015, souhaite apporter une septième modification simplifiée à son plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 30 janvier 2013 ;

Considérant que la procédure a pour objet de :

- créer un sous-secteur 1AUxy1 d'une superficie de 1,3 hectare, actuellement en secteur AUxy dont la superficie est actuellement de 3,2 hectares au total, pour permettre l'implantation d'activités logistiques ;
- de porter dans ce sous-secteur 1AUxy1, la hauteur maximale des constructions à 15 m et 23 m sous condition, alors que la hauteur admise est de 12 m en secteur AUxy ;
- de préciser dans l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) de ce secteur les principes d'intégration paysagère des constructions.

Considérant les informations fournies par la collectivité ;

rend un avis conforme

sur **l'absence de nécessité** de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de modification simplifiée n°7 du plan local d'urbanisme (PLU) de Coutras.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la communauté d'agglomération du Libournais rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°7 est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis fait l'objet de modifications. La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Fait à Bordeaux, le 5 décembre 2022

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
le membre délégataire

Signé

Didier Bureau